

celles de l'Angleterre; voici des chiffres. J'ai déjà dit que les exportations de l'Angleterre ont augmenté de 80 pour cent pendant la période mentionnée par mon honorable ami; celles des Etats-Unis, non compris les produits agricoles, se sont élevées de \$59,000,000 à \$181,000,000, — c'est-à-dire que pendant que le total des exportations anglaises augmentait de 80 pour cent durant cette période, celles des Etats-Unis, à l'exclusion des produits agricoles et forestiers, ont augmenté de 200 pour cent, et cela en dépit de la guerre dont j'ai parlé, de l'augmentation de la population, et de ce que les manufactures américaines étaient alors à l'état d'enfance et avaient à faire des progrès énormes pour parvenir à suffire aux besoins de leur propre marché. Même ceci n'est pas une juste comparaison, bien que j'aie cherché par tous les moyens à la faire aussi honnête que possible, dans l'intérêt de mon honorable ami, et voici pourquoi: C'est que les exportations de l'Angleterre que j'ai citées comprennent les exportations aux colonies, et tout le monde sait que ses colonies sont ses meilleurs clients, — tandis que les Etats-Unis, affligés de la protection, n'avaient pas de colonies qui achetaient leurs produits; de là l'inexactitude de la comparaison.

Je me résigne toutefois à prendre les choses telles qu'elles sont. Mais quel énorme avantage pour l'Angleterre d'avoir des colonies! L'exportation du coton par l'Angleterre, en Allemagne, en Hollande et en Egypte, a diminué de 40 pour cent depuis dix ans, tandis qu'avec sa colonie des Indes elle a augmenté de 70 pour cent, — ce qui vous prouve combien la comparaison était injuste pour les Etats-Unis; mais je crois en avoir assez dit pour établir ma prétention.

Mon honorable ami pourra dire que les Etats-Unis sont un pays neuf et que ce fait est à son avantage. Discutons un peu cette proposition et en toute justice. Si j'ai été bien compris des honorables députés qui, à cette heure avancée de la session, m'ont prêté une oreille attentive, je pense qu'il est évident pour eux que le fait d'être un pays neuf ne donne aux Etats-Unis aucun avantage en ce qui concerne l'industrie, bien loin de là. Il a fallu aux fabricants s'emparer de leur marchés pour fournir à la demande domestique, car au commencement de cette course au clocher leur industrie était à ses débuts.

Mais je prendrai un pays qui n'est pas nouveau et que l'on a exécuté à cause de cette politique de protection. Je prendrai le pays du continent le plus rapproché de l'Angleterre, la France, et je comparerai son commerce avec celui de l'Angleterre. Les honorables députés voudront bien se rappeler que la France a aussi souffert pendant cette période — cette même période de vingt ans — et qu'elle a aussi été affligée par une guerre désastreuse que le plus habile diplomatie lui avait imposée à une époque où elle n'était pas prête. Les honorables députés voudront bien se rappeler que cette guerre a été portée au cœur même de son territoire, que tout le pays a été ravagé; ils voudront bien se rappeler quels en ont été les résultats. A la fin de cette guerre, ce pays a vu ses armées amenées en captivité, la fleur de sa jeunesse décimée, ses champs, comme je l'ai dit, ravagés, et, si je puis m'exprimer ainsi, ses institutions politiques renversées. Je dirai plus; outre toutes les souffrances que cette guerre lui a fait éprouver, toutes les pertes qu'elle lui a fait nécessairement subir, elle s'est volontairement rendue responsable d'une dette qui, d'après l'homme d'Etat le plus sage de l'Europe, devait la ruiner et paralyser ses ressources pendant cinquante ans.

En effet, ce pays s'est imposé une dette de \$1,200,000,000, après toutes les autres pertes qu'il a éprouvées. Deux de ses provinces les plus fertiles et les plus riches lui ont été arrachées. Et cependant, la France a eu d'autres malheurs; car, à la fin de cette guerre, comme tout le monde se le rappelle, le phylloxera s'est attaqué à ses vignes, qui furent détruites, et ainsi, elle perdit une de ses principales sources de revenu.

Telle était alors l'état de la France. Or, dans quel état

M. McNEILL

est-il aujourd'hui, ce pays qui a été exécuté à cause de cette politique de protection? Ses amis et ses ennemis admettent que c'est un des pays les plus prospères du continent européen. C'est l'état de choses que nous constatons aujourd'hui dans ce pays, et en vertu de quel système politique a-t-on obtenu ce résultat? A-t-il été obtenu au moyen de ce système de politique au jour le jour que les honorables députés de la gauche suivaient pendant qu'ils étaient au pouvoir?

Est-ce là le système au moyen duquel les hommes d'Etat de France ont produit ce résultat? Est-ce là le système au moyen duquel ils ont ressuscité et établi les industries de ce pays qui, il y a dix ou douze ans, étaient presque ruinées? Ces grands hommes d'Etat ont-ils dit, comme l'honorable ministre des Finances de l'ancien gouvernement, que celui qui prétendait qu'un gouvernement pourrait favoriser le développement d'un pays ne comprenait pas le premier mot de ce qu'il disait? Je crois que non. Le système adopté par la France fut une stricte politique de protection, et nous savons, en outre, que cette politique est devenue encore plus stricte depuis les deux dernières années, car les hommes d'Etat de France n'ont pas voulu du tout du traité de commerce avec l'Angleterre; de sorte que, en tout cas, ceux qui président à ses destinées n'ont pas à se plaindre des résultats que la protection a produits dans ce pays.

M. THOMPSON: Je soulève une question d'ordre. Je désire, M. l'Orateur, attirer votre attention sur une coutume en vogue en cette Chambre et que l'on pousse quelquefois trop loin. Je veux parler de l'habitude de jeter du papier. A la dernière session, l'honorable premier ministre a attiré l'attention de l'Orateur du jour sur cette coutume, et pendant quelque temps la chose a cessé. On la reprend aujourd'hui, et bien que cela puisse amuser certains honorables députés, des conséquences sérieuses peuvent en résulter.

Quant à moi je ne me tiendrais pas responsable d'un dommage que je pourrais causer, si j'étais soudainement frappé de cette manière. La colère peut m'emporter et me faire commettre des choses que je regretterais l'instant après. J'espère, M. l'Orateur, que vous exercerez votre influence et verrez à ce que cet amusement puéril, si peu conforme aux règlements parlementaires, et si peu digne, soit arrêté.

M. l'ORATEUR: J'approuve tout à fait les observations que l'honorable monsieur a faites au sujet de la coutume de lancer du papier dans la Chambre. C'est une coutume des moins conformes aux usages parlementaires, des moins convenables et des moins dignes, que je me suis efforcé d'arrêter jusqu'aujourd'hui, et j'ai prié les honorables députés de l'abandonner.

Les honorables députés qui sont en cette Chambre depuis quelque temps voudront bien se rappeler qu'il y a quelques années, un accident, qui fut bien près d'avoir des conséquences sérieuses, est arrivé un soir que l'on se livrait à cet amusement enfantin.

Il faut à tout prix que l'on mette fin à cette coutume. J'espère qu'au moins l'on ne mettra pas tant d'ardeur à ce jeu, et qu'on l'arrêtera complètement; je prie les honorables députés de m'aider à faire disparaître cette habitude.

M. McNEILL: Je regrette de voir qu'aujourd'hui le commerce de la France nuit sérieusement à celui de la mère-patrie; au moins, je regrette de voir que deux grandes industries, qui étaient autrefois très florissantes en Angleterre, qui donnaient de l'emploi à un nombre considérable d'ouvriers et rapportaient des bénéfices immenses, ont été très sérieusement paralysées et presque détruites par la concurrence créée par cette misérable politique de protection. Je veux parler des industries de la soie et de la raffinerie du sucre. Je vois qu'aujourd'hui, la France exporte en Angleterre une quantité de sucre raffiné plus considérable que tout ce que l'Angleterre en exporte dans toutes les autres parties du monde. La valeur totale des exportations de sucre raffiné que fait l'Angleterre est de £1,218,000 sterling;